



L'essentiel du Bulletin d'information n° 896 février 2026

Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.

Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.

Droit général français et européen

« **Legal privilege** » : la loi sur les consultations des juristes d'entreprise est adoptée, consacrant la **protection** de ces consultations juridiques internes contre leur saisie en matière civile, commerciale et administrative, sous **conditions** strictes de **qualification** et de **procédure**.

Droit bancaire

Crédit à la consommation : le décret du 19 février 2026 adopte des dispositions relevant du domaine **réglementaire** nécessaires à la mise en œuvre des dispositions législatives issues de l'**ordonnance du 3 septembre 2025 relative au crédit à la consommation**, modifiée par l'ordonnance du 2 décembre 2025.

Médiation du crédit : la Banque de France publie son **rapport annuel**. Elle confirme en 2025 l'**efficacité** de la médiation du crédit (64 % de succès, 5 100 emplois préservés), avec une **baisse des saisines** revenue à un niveau pré-pandémique et un recul marqué des demandes de restructuration de PGE.

Pratiques commerciales trompeuses : la DGCCRF sanctionne **deux établissements** pour avoir facturé des **commissions d'intervention** en l'absence d'une **irrégularité de fonctionnement** et dépassé les **plafonds applicables aux commissions d'intervention**.

Panorama de jurisprudence

L'article 128 de la loi de finances pour 2026 crée un article 1635 bis Q I au CGI et instaure une contribution de 50 € pour les instances engagées devant les tribunaux judiciaires et conseils des prud'hommes.

Clauses abusives : lorsqu'un contrat de prêt est annulé pour clauses abusives, la banque peut procéder à la **compensation de ses créances avec celles du consommateur**, y compris à titre subsidiaire, et fixer un **délai raisonnable de remboursement**, sans que cela porte atteinte à la protection du consommateur prévue par la directive 93/13, dès lors que cette compensation ne lui fait pas perdre le bénéfice des intérêts légaux sur les sommes versées (CJUE 22 janvier 2026).

Saisie attribution : il résulte de la combinaison des articles L. 211-2 et L. 523-1 du code des procédures civiles d'exécution qu'une **saisie-attribution peut être pratiquée sur une créance rendue indisponible par l'effet d'une saisie conservatoire antérieure**, sous réserve du droit de **préférence** conféré au premier saisissant (Cass. civ. (2ème ch.) 15 janvier 2026).

Caution professionnelle : pour écarter la faute de la caution invoquée par des emprunteurs assignés en remboursement par celle-ci, une cour d'appel énonce, à bon droit, qu'aucune obligation de vérifier spontanément la **régularité de la déchéance du terme d'un prêt** prononcée par le prêteur, ou bien la **régularité du calcul du taux effectif global** et des intérêts de ce prêt, ne pèse sur la caution, avant qu'elle n'exécute son engagement vis-à-vis du prêteur (Cass. civ. (1ère ch.) 21 janvier 2026).

Sociétés

Arrêt « Larzul III » : la nullité prévue à l'article L. 227-9, alinéa 4, du code de commerce ne peut être prononcée que si l'**irrégularité a été de nature à influencer sur le résultat du processus de décision**. Ne donne pas de base légale à sa décision la cour d'appel qui, pour **annuler des décisions sociales prises au sein d'une société par actions simplifiée**, retient que l'**irrégularité tenant à l'absence de convocation de l'associé minoritaire aux assemblées générales a été de nature à influencer sur le résultat du processus de décision** dès lors qu'il n'y a pas eu **confrontation de points de vue entre les associés**, sans rechercher si, la société ne comportant que deux associés qui sont en conflit, l'absence de convocation de l'associé minoritaire aux assemblées générales pouvait avoir été de nature à **influencer sur le résultat du processus de décision** (Cass. com. 11 février 2026).

Marchés financiers

Point d'accès unique européen : une ordonnance désigne les **organismes chargés de la collecte** des informations destinées à être centralisées sur l'ESAP : l'AMF, l'ACPR et la Dila.

Finance durable

Préférences de durabilité dans le parcours client : l'AMF publie une **synthèse de contrôles SPOT** sur leur prise en compte.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

GAFI : les résultats de la première réunion plénière de 2026 sont publiés.

AMLA : la nouvelle autorité européenne publie son plan pluriannuel 2026-2028.



Conseil de l'UE : MONEYVAL publie son rapport sur l'utilisation des actifs virtuels à des fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Infogreffe : le Gouvernement lance un nouveau service de signalement des divergences concernant les bénéficiaires effectifs.

Économie numérique, informatique et libertés

FICOBA : la DGFIP alerte la Place suite à un accès illégitime au fichier national des comptes bancaires identifié fin janvier 2026.

Commission européenne : l'UE adopte une décision d'adéquation concernant le transfert de données à caractère personnel vers le Brésil.

Cybersécurité : le Gouvernement présente sa stratégie nationale 2026-2030.

CNIL : la Commission présente son bilan des sanctions et mesures correctrices prononcées en 2025.

Services et instruments de paiement

BCE : la banque centrale publie ses statistiques relatives aux paiements au 1^{er} semestre 2025.

Opérations de paiement non autorisées : le client doit apporter la preuve de la date à laquelle il soutient avoir signalé l'opération à sa banque (Cass. com. 4 février 2026, pourvoi n° 22-22.609).

Appels téléphoniques frauduleux : l'ARCEP ouvre une enquête.

Crypto-actifs

DAC 8 : le législateur publie deux décrets au Journal officiel.

PSAN : l'AMF rappelle la fin de la période transitoire prévue par le règlement MiCA au 1^{er} juillet 2026.

Fiscal

Loi de finances pour 2026 : elle est parue ! (Supplément)

TVA : le 1^{er} septembre, les règles quittent le CGI pour intégrer le CIBS

TVA : le tribunal de l'Union européenne (TUE) juge que le régime applicable à une opération triangulaire reste applicable quand on est quatre

Règles européennes en matière de fiscalité directe : simplifiées ou non ?

Supervision prudentielle et réglementation comptable

Fusions et scissions de grands établissements : la BCE souhaite soumettre les soumettre à une autorisation administrative préalable.

Risques ESG : l'EBA publie de la dernière édition de son tableau de bord.

FRU : pas de contribution financière des établissements au titre de l'année 2026

Mise en œuvre de IFRS 18 : publications de l'ESMA, l'ANC et de l'IASB.

Social

Enquête interne en entreprise : proposition de loi pour un cadre légal

Frais de transport domicile travail : prise en charge 2026

Entretien de parcours professionnel : fiche pratique et questions-réponse du ministère du travail

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Arnaud Kerael](#)

Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)

Droit des sociétés - [Eva Ruimy](#)

Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)

Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#), [Emmanuelle Colson](#) et [Aurélien Duchemin](#)

Pour vous abonner au Bulletin d'information, renvoyez-nous ce formulaire : [cliquer ici](#)



Sommaire du Bulletin d'information n° 896 février 2026

Droit général français et européen

Grandes réformes

5

- **Actualités législatives** : « *Legal privilege* » : la loi sur les consultations des juristes d'entreprise est adoptée.
- **Droit européen**

Droit des affaires

7

- **Entreprise**

Droit bancaire

8

- **Assurance emprunteur**
- **Crédit** : crédit à la consommation : le décret est publié
- **Médiation** : bilan de la médiation du crédit 2025 : une efficacité confirmée
- **Protection des clients**
- **Recouvrement des créances et voies d'exécution**

Panorama de jurisprudence

Droit bancaire, Droit des affaires

14

- **Crédit** : clauses abusives : l'annulation du contrat emporte l'obligation pour le professionnel de restituer les prestations indûment perçues
- **Droit civil** : stipulation pour autrui et novation : consentement du bénéficiaire nécessaire
- **Procédure**
- **Procédures collectives** : clarification sur l'effet interruptif de la déclaration de créance en procédure collective
- **Recouvrement des créances et voies d'exécution** : saisie-attribution d'une créance indisponible : elle est possible, sous réserve du droit de préférence du premier saisissant – saisie conservatoire d'une créance de l'indivision : un acte conservatoire pouvant être accompli par un indivisaire seul
- **Sûretés** : caution professionnelle : pas d'obligation de vérifier la déchéance du terme ou le calcul du TEG avant paiement

Marchés financiers

24

- **Abus de marché**
- **Autorité**
- **Épargne réglementée**
- **Finance digitale**
- **Gestion d'actifs**
- **Infrastructure de marché**
- **Marché**
- **Médiation**
- **Prestataire**
- **Protection des investisseurs**
- **Sanction, transaction et jurisprudence**

Banque-Assurance

31

- **Distribution d'assurances**

Finance durable

32

- **Finance responsable**
- **Finance verte**

Droit des sociétés

35

- **Droit des actionnaires**
- **Jurisprudence** : arrêt « Larzul III » ou comment encadrer strictement la nullité des décisions sociales en SAS

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

38

- **Réglementation**
- **Autorité** : AMLA : plan pluriannuel de programmation 2026-2028
- **Coopération européenne et internationale** : GAFI : résultats de la réunion plénière
- **Sanction financière**

Corruption

43

Économie numérique, informatique et libertés

44

- **Économie et finance numérique**
- **Informatique et libertés** : CNIL : bilan des sanctions et mesures correctrices
- **Sécurité** : France : stratégie nationale de cybersécurité 2026-2030
- **Sanctions et jurisprudence** : CJUE : précisions sur la recevabilité d'un recours en annulation contre une décision contraignante du CEPD

Crypto-actifs

53

- **Autorités**
- **Réglementation**

Services et instruments de paiement

55

- **Instruments de paiement**
- **Services de paiement**
- **Jurisprudence** : absence de preuve de la date de signalement d'une opération de paiement non-autorisée : quelles conséquences pour l'utilisateur ?

Fiscal

58

- **BIC-IS**
- **Impôts locaux**
- **Impôt sur le revenu**
- **International**
- **Lutte contre la fraude**
- **Jurisprudence** : une intégration fiscale horizontale n'est pas conforme -à la convention franco-suisse – le régime de TVA d'une opération triangulaire reste -il applicable quand on est...quatre ?

Fiscal – Loi de finances pour 2026

63



Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable **66**

- **Autorité**
- **Réglementation comptable et audit**
- **Jurisprudence** : l'exécution d'opérations comptables pour compte de tiers est réservée aux experts comptables

Social **73**

- **Conditions de travail**
- **Droit du travail** : enquête interne en entreprise : proposition de loi pour un cadre légal
- **Formation professionnelle**
- **Protection sociale, retraite**
- **Rémunération, avantages sociaux, intéressement et participation**
- **Représentativité** : CSE : de nouveaux avantages sont exonérés en 2026
- **Jurisprudence** : prêts aux salariés d'établissements bancaires : précisions